

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/13160]

30 AOUT 2017. — Arrêté royal portant homologation d'une norme belge élaborée par le Bureau de Normalisation (NBN)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article VIII.16, 5°;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2004 relatif aux modalités d'exécution des programmes de normalisation ainsi qu'à l'homologation ou l'enregistrement des normes;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La norme belge mentionnée ci-après est homologuée :
NBN S 21-111-1:2017

Systèmes de détection et d'alarmes incendie - Systèmes d'alarmes vocales - Partie 1: critères de sélection.

Art. 2. La norme mentionnée à l'article 1^{er} peut être consultée gratuitement sur place au Bureau de Normalisation, rue Joseph II 40/6 à 1000 Bruxelles. Elle peut également être achetée auprès du Bureau de Normalisation (shop.nbn.be; tél : +32 2 738 01 11).

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre ayant l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 30 août 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/13160]

30 AUGUSTUS 2017. — Koninklijk besluit houdende bekrachtiging van een Belgische norm uitgewerkt door het Bureau voor Normalisatie (NBN)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel VIII.16, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 2004 betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de normalisatieprogramma's evenals de bekrachtiging of registratie van normen;

Op de voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De hierna vermelde Belgische norm wordt bekrachtigd :
NBN S 21-111-1:2017

Branddetectie- en brandmeldsystemen - Spraakalarmsystemen - Deel 1 : selectiecriteria.

Art. 2. De in het artikel 1 vermelde norm kan gratis ter plaatse geraadpleegd worden bij het Bureau voor Normalisatie, Jozef II-straat 40/6 te 1000 Brussel. Ze kan eveneens gekocht worden bij het Bureau voor Normalisatie (shop.nbn.be; tel: +32 2 738 01 11).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel 30 augustus 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/13141]

3 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables et de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal qui Vous est soumis par le Gouvernement, vise à modifier l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables et de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables.

L'arrêté royal soumis à Votre signature par le Gouvernement vise à modifier les arrêtés susvisés, à la suite de l'élargissement de la compétence de la Commission des normes comptables par une modification de l'article III.93 du Code de droit économique, dans la mesure où celui-ci prévoit la création d'un Collège distinct au sein de la Commission des normes comptables, chargé de répondre, sous la forme de Décisions Individuelles relevant du Droit Comptable, aux demandes dont il est formellement saisi. Cette extension de la compétence de la Commission des normes comptables requiert l'adaptation de son arrêté organique, qui devra également intégrer les dispositions actuellement reprises dans l'arrêté ministériel du 26 octobre 2009 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission des normes comptables du 17 décembre 2008, adaptées, le cas échéant, à la nouvelle structure et la compétence élargie de la Commission. L'arrêté royal que le Gouvernement soumet à Votre signature vise en outre, également en exécution de l'article III.93 du Code de droit économique, l'insertion, dans l'arrêté organique susvisé, d'un nombre de nouvelles dispositions réglant l'institution et les compétences du Collège, ainsi que la

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/13141]

3 SEPTEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen en van het Koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat de Regering aan U voorlegt, beoogt de wijziging van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot oprichting van een Commissie voor Boekhoudkundige Normen en het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen.

Het koninklijk besluit dat de Regering U ter ondertekening voorlegt, beoogt voormelde besluiten te wijzigen ten gevolge van de uitbreiding van de bevoegdheden van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen middels de wijziging van artikel III.93 van het Wetboek van Economisch Recht, die voorziet in de oprichting van een afzonderlijk College in de schoot van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen dat tot taak heeft via Individuele Beslissingen inzake Boekhoudrecht vragen te beantwoorden die haar op formele wijze worden gesteld. Deze bevoegdheidsuitbreiding noopt tot een aanpassing van het oprichtingsbesluit van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen, waarbij tevens de regels die momenteel zijn vervat in het ministerieel besluit van 26 oktober 2009 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen van 17 december 2008 worden opgenomen en waar nodig aangepast aan de vernieuwde structuur en bevoegdheid van de Commissie. Daarnaast beoogt het koninklijk besluit dat de Regering U ter ondertekening voorlegt, eveneens ter uitvoering van voormelde wijziging van artikel III.93 van het Wetboek van Economisch Recht, enerzijds de invoering in voormeld oprichtingsbesluit van een aantal

Article 9

Dans la mesure où les règles régissant le déroulement des réunions de la Commission ont été réunies dans un article distinct, l'article 7 de l'arrêté organique est abrogé.

Articles 10 et 11

Ces articles organisent l'insertion des articles 7/1 et 7/2 dans l'arrêté organique réglant la procédure de délibération au sein de la Commission. La délibération se fait en principe en consensus. Au cas où, de l'avis du Président, le consensus ne peut pas être atteint, il peut soumettre un avis au vote. Lorsqu'un avis ou une recommandation se situe dans le cadre du développement de la doctrine comptable ou des principes d'une comptabilité régulière, au sens de l'article III.93, alinéa premier, 2° du Code de droit économique, la délibération ne peut pas se faire à la majorité simple, mais requiert la majorité des voix des deux tiers des membres présents ou représentés. Il s'ensuit que la présence de deux tiers des membres n'est pas indispensable.

Compte tenu de l'intérêt public d'avis thématiques importants, ceux-ci feront toujours l'objet d'une consultation publique préalable. Ce type d'avis sera par conséquent publié en projet sur le site web de la Commission, permettant à toute personne intéressée de communiquer, le cas échéant, ses observations à la Commission.

En cas d'adoption d'un avis par vote, il est complété par la position divergente du (des) membre(s), ainsi que par le nom de ce(s) membre(s). Cette identification nominative vise à assurer la transparence nécessaire dans la délibération de la Commission.

Un intérêt direct représente une situation dans laquelle le membre concerné ou son parent ou allié a un intérêt direct à une décision. Cet intérêt s'entend au sens large et peut être de nature matérielle comme de nature morale.

Un intérêt est qualifié d'indirect lorsqu'une partie avec laquelle le membre est lié d'une quelconque façon, a un intérêt dans la décision. Le membre devra, par exemple, s'abstenir lorsque la Commission sera amenée à se prononcer dans le cadre de son pouvoir de dérogation visé à l'article 125, § 1^{er} du C.Soc., s'il existe un lien quelconque entre le membre et l'entreprise concernée. Tel sera le cas, toujours à titre d'exemple, lorsque le membre fournit des avis à l'entreprise en question ou lorsqu'il existe un lien quelconque entre le membre et une partie qui fournit ce type de prestations.

Si la Commission émet un avis de portée générale, celui-ci est censé être dénué de tout intérêt personnel. Lorsqu'une situation similaire à celle traitée dans un avis de portée générale se présente également au sein d'une entreprise avec laquelle le membre a un lien quelconque, il n'est pas nécessaire de signaler un intérêt personnel. Dans la mesure où chaque membre du Collège est également membre de la Commission, les règles précitées s'appliquent par analogie au Collège.

Cette disposition vise à assurer le bon fonctionnement de la CNC. Une application trop stricte des règles en matière de conflits d'intérêts peut en effet mener à ce qu'à l'occasion de l'élaboration d'avis à portée générale, la Commission ne puisse faire appel aux membres disposant d'une expérience pratique suffisante, ce qui serait en contradiction avec la composition diversifiée voulue de la Commission à tous les niveaux du terrain (par exemple les personnes membres des Instituts IEC, IPCF et IRE, service du ruling fiscal, les membres du personnel du SPF Finances, les membres du personnel de la BNB et de la FSMA, la FEB, UNIZO, ...). Cette disposition doit donc être lue dans l'esprit de l'objectif précité et ne peut évidemment donner lieu à des abus impliquant le règlement d'un cas individuel concret par le biais d'un avis à portée générale.

En pareil cas, l'on ne peut parler d'un avis à portée générale. Un avis à portée générale est de nature abstraite, contribuant ainsi au développement de la doctrine comptable et à la formulation des principes d'une comptabilité régulière.

Enfin, la possibilité de recourir à une procédure écrite pour l'adoption d'un avis, est également prévue.

Article 12

Cet article vise l'insertion d'un article 7/3 et organise la diffusion des avis de la Commission. La Commission publie ses avis dans son rapport, sur son site web, ainsi que par toute voie qu'elle détermine.

Artikel 9

Vermits de vergaderregels voor de Commissie zijn samengebracht in een afzonderlijk artikel, wordt artikel 7 van het oprichtingsbesluit opgeheven.

Artikelen 10 en 11

Deze artikelen strekken tot invoeging van een artikel 7/1 en een artikel 7/2 in het oprichtingsbesluit met betrekking tot de besluitvormingsprocedure van de Commissie. In principe gebeurt deze bij consensus. Indien de Voorzitter echter oordeelt dat dergelijke consensus niet kan worden bereikt, kan hij een advies ter stemming voorleggen. Als een advies of aanbeveling kadert in de ontwikkeling van de boekhoudkundige doctrine of de principes van een regelmatige boekhouding krachtens artikel III.93, eerste lid, 2° van het Wetboek van Economisch Recht, volstaat geen gewone meerderheid, maar dient een tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden te worden bereikt; dit wil zeggen twee derde van de stemmen die op de beraadslaging aanwezig of vertegenwoordigd zijn; hetgeen niet noodzakelijk betekent dat minstens twee derde van alle leden aanwezig moet zijn.

Gelet op het publieke belang van de belangrijke thematische adviezen dient dergelijk advies steeds voorafgegaan te worden door een publieke consultatie. Dit wil zeggen dat dergelijk advies eerst in ontwerp op de website van de Commissie wordt gepubliceerd zodat iedere belangstellende desgewenst zijn of haar opmerkingen kenbaar kan maken aan de Commissie.

Indien een advies wordt goedgekeurd bij stemming, wordt het afwijkend standpunt van het tegenstemmend lid of de tegenstemmende leden steeds nominatief gepubliceerd. Deze nominatieve vermelding strekt ertoe de nodige transparantie aan de dag te leggen bij de besluitvorming van de Commissie.

Een rechtstreeks belang duidt op een situatie waarbij het betrokken lid of een bloed- of aanverwant een direct belang heeft bij een beslissing. Het belang waarvan sprake moet in de ruime zin worden opgevat, en kan zowel van materiële aard als van morele aard zijn.

Een indirect of zijdelings belang geldt als de beslissing van belang is voor een partij waarmee het lid op een of andere wijze verbonden is. Zo zal het lid zich bijvoorbeeld moeten onthouden als de Commissie een beslissing dient te nemen bij de adviesfunctie rond het afwijkingsbeleid als bedoeld in artikel 125, § 1 W.Venn. wanneer het lid op een of andere wijze verbonden is met de betrokken onderneming. Dit zal, nog steeds bij wijze van voorbeeld, het geval zal zijn als dit lid adviezen verleent aan de betrokken onderneming of als dit lid op een of ander wijze verbonden is met een partij die dergelijke diensten levert.

Als de Commissie een advies aflevert met een algemene draagwijdte, wordt geacht geen sprake te zijn van een persoonlijk belang. Wanneer een situatie zoals behandeld in een advies met algemene strekking ook voorkomt bij een onderneming waarmee het lid op één of andere wijze verbonden is, moet bijgevolg geen persoonlijk belang worden gemeld. Aangezien elk lid van het College tevens lid is van de Commissie, gelden bovenstaande regels mutatis mutandis voor het College.

Deze bepaling strekt ertoe de goede werking van de CBN te verzekeren. Een te strikte toepassing van de regels inzake de belangenconflicten kan er immers toe leiden dat de Commissie geen beroep kan doen op leden die over voldoende praktijkervaring beschikken bij het tot stand komen van adviezen met algemene draagwijdte, wat in tegenspraak zou zijn met de gewilde gediversifieerde samenstelling van de Commissie uit alle geledingen van het werkveld (bijvoorbeeld personen die lid zijn van de Instituten IAB, BIBF en IBR, fiscale rullingdienst, personeelsleden FOD Financiën, personeelsleden NBB en FSMA, VBO, UNIZO, ...). Deze bepaling moet dus in de geest van voornoemde doelstelling worden gelezen en kan uiteraard geen aanleiding geven tot misbruik waarbij, via een advies met algemene draagwijdte, een concreet individueel geval zou worden geregeld.

In dergelijk geval kan men niet spreken van een advies met algemene draagwijdte. Een advies met algemene draagwijdte is abstract van aard waardoor wordt bijgedragen tot de ontwikkeling van de leer van het boekhouden en het bepalen van de beginselen van een regelmatige boekhouding.

Tevens wordt voorzien in de mogelijkheid van een schriftelijke procedure tot goedkeuring van een advies.

Artikel 12

Dit artikel strekt tot de invoeging van een artikel 7/3 dat de verspreiding van de adviezen van de Commissie regelt. De Commissie verspreidt deze via haar verslag, haar website en ieder ander kanaal dat zij bepaalt.

Article 13

Cet article vise le remplacement de l'article 8 de l'arrêté organique.

Comme elle le fait déjà actuellement, la Commission peut faire appel à des experts. L'article 8 nouveau règle en plus de détail la façon dont les experts peuvent être impliqués dans les activités de la Commission. Les groupes de travail constitués peuvent uniquement faire rapport à la Commission et ne peuvent aucunement arrêter ou diffuser d'initiative des avis. Les avis des groupes de travail ou d'études n'ont pas de caractère contraignant pour la Commission.

La Commission fixe l'ordre du jour des groupes de travail, afin d'éviter que ceux-ci recouvrent une existence indépendante au lieu d'assumer leur fonction d'assistance au service de la Commission.

Article 14

Cet article n'appelle pas de commentaires.

Article 15

Cet article introduit un nouvel texte de l'article 11 de l'arrêté organique en ce qui concerne l'expression la position de la Commission. Ceci implique entre autres que seul le Président de la Commission est compétent pour représenter la Commission en ce qui concerne des questions formelles sur lesquelles la Commission a pris position.

Article 16

Cet article n'appelle pas de commentaires.

Article 17

Cet article introduit un chapitre 3 dans l'arrêté organique, comprenant les articles 12 à 17, réglant l'institution d'un Collège au sein de la Commission, chargé des Décisions Individuelles relevant du Droit Comptable, comme prévu par l'article III.93 du Code de droit économique. Outre les quatre membres désignés par le ministre compétent, le Président de la Commission assume la présidence de ce Collège, notamment dans le souci de préserver le caractère univoque de la ligne de conduite de la Commission et du Collège. Le Collège devra dès lors suivre les avis de la Commission. Le Collège sollicitera l'avis de la Commission lorsque, dans certains dossiers, il ne peut pas s'appuyer sur des dispositions légales ou réglementaires existantes, et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un avis de la Commission. Le Collège peut également solliciter l'avis de la Commission lorsqu'il estime que les avis existants sont insuffisants, incomplets ou susceptibles de modifications, ou si le Collège estime devoir déroger de la position de la Commission qualifiée de portée générale. Dans ces cas, la Commission examinera de toute urgence la demande du Collège.

Au moins un des membres du Collège doit être membre du Collège du Service des Décisions Anticipées en matières fiscales. Cette présence est jugée indispensable par le Gouvernement, compte tenu du lien existant entre le droit comptable et le droit fiscal, et en particulier en raison de la primauté du droit comptable sur le droit fiscal.

L'article 13 nouveau règle la convocation aux réunions du Collège et le quorum requis, à l'inclusion de la mise à disposition des documents préparatifs. Cet article prévoit également une procédure écrite moyennant l'accord de tous les membres du Collège.

Un intérêt direct représente une situation dans laquelle le membre concerné ou son parent ou allié a un intérêt direct à une décision. Cet intérêt s'entend au sens large et peut être de nature matérielle comme de nature morale.

Un intérêt est qualifié d'indirect lorsqu'une partie avec laquelle le membre est lié d'une quelconque façon, a un intérêt dans la décision. Le membre devra, par exemple, s'abstenir lorsque la Commission sera amenée à se prononcer dans le cadre de son pouvoir de dérogation visé à l'article 125, § 1^{er} du C.Soc., s'il existe un lien quelconque entre le membre et l'entreprise concernée. Tel sera le cas, toujours à titre d'exemple, lorsque le membre fournit des avis à l'entreprise en question ou lorsqu'il existe un lien quelconque entre le membre et une partie qui fournit ce type de prestations.

Avec la personne avec qui ils habitent sont visés et les cohabitants de fait et les cohabitants légal.

L'article 14 nouveau règle la durée de la validité d'une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable. Sa validité s'étend en principe sur cinq ans, mais peut être prolongée dans des cas particuliers (par exemple, pour des contrats de location-financement à plus long terme).

Cet article règle également les cas où une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable perd ses effets.

Artikel 13

Dit artikel beoogt de vervanging van artikel 8 van het oprichtingsbesluit.

Net zoals dit momenteel het geval is kan door de Commissie een beroep worden gedaan op deskundigen. Artikel 8 regelt nu meer in detail de wijze waarop deskundigen bij de werkzaamheden van de Commissie kunnen worden betrokken. De werkgroepen die worden gevormd kunnen enkel aan de Commissie rapporteren en kunnen op geen enkele wijze zelf adviezen afkondigen of verspreiden. De adviezen van de werk- of studiegroepen aan de Commissie zijn niet bindend voor de Commissie.

De Commissie bepaalt de agenda van de werkgroepen, dit om te vermijden dat deze werkgroepen een zelfstandig leven zouden leiden in plaats van een ondersteunende functie ten dienste van de Commissie.

Artikel 14

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 15

Dit artikel voorziet artikel 11 van het oprichtingsbesluit van een nieuwe tekst met betrekking tot het uitdrukken van het standpunt van de Commissie. Dit houdt onder meer in dat over formele aangelegenheden waarover de Commissie zich heeft uitgesproken, enkel de Voorzitter de Commissie kan vertegenwoordigen.

Artikel 16

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 17

Dit artikel voegt in het oprichtingsbesluit een hoofdstuk 3 in, bevattende de artikelen 12 tot en met 17, tot regeling van de installatie van een College in de schoot van de Commissie met het oog op het afleveren van Individuele Beslissingen inzake Boekhoudrecht zoals bepaald in artikel III. 93 van het Wetboek van Economisch Recht. Naast de vier leden, elk door de bevoegde minister aangeduid, maakt de Voorzitter van de Commissie lid uit van dit College, met name als Voorzitter van dit College, en dit teneinde de eenheid van gedragslijn binnen de Commissie en het College te bewaken. Het College dient dus de adviezen van de Commissie te volgen. Het College vraagt advies aan de Commissie in die gevallen waar geen wettelijke of reglementaire bepalingen voorhanden zijn en de Commissie nog geen advies heeft over gegeven. Het College kan de Commissie tevens advies vragen indien het College van oordeel is dat de bestaande adviezen ontoereikend, onvolledig of voor wijziging vatbaar zijn, of indien het College van oordeel is te moeten afwijken van het door de Commissie ingenomen algemeen geldende standpunt. In die gevallen behandelt de Commissie de vraag van het College bij hoogerdringheid.

Van de leden van het College moet minstens één lid tevens collegelid zijn van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in Fiscale Zaken. De Regering acht dit laatste onontbeerlijk gelet op de nauwe band die bestaat tussen het boekhoudrecht en het fiscaal recht en in het bijzonder omwille van de primautéit van het boekhoudrecht op het fiscaal recht.

In het nieuwe artikel 13 wordt de oproeping tot samenkomst van het College en het vereiste quorum met inbegrip van de distributie van de voorbereidende documenten geregeld. Het artikel voorziet tevens in een schriftelijke procedure voor zover alle leden van het College het daarmee eens zijn.

Een rechtstreeks belang duidt op een situatie waarbij het betrokken lid of een bloed- of aanverwant een direct belang heeft bij een beslissing. Het belang waarvan sprake moet in de ruime zin worden opgevat, en kan zowel van materiële aard als van morele aard zijn.

Een indirect of zijdelings belang geldt als de beslissing van belang is voor een partij waarmee het lid op een of andere wijze verbonden is. Zo zal het lid zich bijvoorbeeld moeten onthouden als de Commissie een beslissing dient te nemen bij de adviesfunctie rond het afwijkingbeleid als bedoeld in artikel 125, § 1 W.Venn. wanneer het lid op een of andere wijze verbonden is met de betrokken onderneming. Dit zal, nog steeds bij wijze van voorbeeld, het geval zal zijn als dit lid adviezen verleent aan de betrokken onderneming of als dit lid op een of ander wijze verbonden is met een partij die dergelijke diensten levert.

Met samenwonende partner worden zowel de feitelijk als wettelijke samenwonenden bedoeld.

Het nieuwe artikel 14 regelt de maximale geldigheidsduur van een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht. Deze bedraagt in principe vijf jaar doch kan in specifieke gevallen voor een langere termijn gelden (bijvoorbeeld ingeval van een leasingovereenkomst gesloten voor een langere termijn).

Het artikel regelt tevens de gevallen waarin een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht niet langer geldig is.

L'article 15 nouveau règle la majorité requise pour qu'une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable puisse être rendue par le Collège.

L'article 16 nouveau stipule que le Collège est tenu d'appliquer les avis de la Commission. Cet article règle aussi le cas où le Collège doit prendre une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable, quand il n'y a pas d'avis de la Commission.

L'article 17 nouveau règle les communications faites par le Collège à des personnes tierces.

Article 18

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 19

Cet article modifie l'article premier de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables. Cette contribution à la Commission des normes comptables sera portée de 2,23 euros à un montant total de 3,40 euros. En raison de l'abrogation de la redevance prévue à l'article 133, § 10 du Code des sociétés, l'augmentation se limite pratiquement à 0,67 euros par jeu de comptes annuels.

Ainsi, le montant reste en dessous du maximum légal de 3,72 euros visé à l'article III.93 du Code de droit économique. Ce montant a été fixé par la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses et n'a pas été indexé depuis lors, bien que la loi l'avait prévu.

Le montant de 2,23 euros était le résultat de la conversion des montants libellés en francs belges à des montants libellés en euros, arrondis au montants inférieurs, en ce qui concerne les contributions des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables fixées par l'arrêté royal du 25 janvier 2005 modifiant l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé et l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes comptables.

L'augmentation de la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement ne s'élève au total qu'à 0,67 euros par jeu de comptes annuels déposé. Cette augmentation de coût, bien que limitée, doit permettre d'augmenter les services aux entreprises.

Article 20

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 21

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Économie,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des P.M.E.,
D. DUCARME

Het nieuwe artikel 15 regelt de meerderheid die noodzakelijk is opdat een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht kan worden afgeleverd door het College.

Het nieuwe artikel 16 bepaalt dat het College gehouden is de adviezen van de Commissie toe te passen. Het regelt ook de het geval waarin het College een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht dient te nemen, terwijl er geen advies is van de Commissie.

Het nieuwe artikel 17 regelt de communicatie van het College aan derden.

Artikel 18

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 19

Dit artikel wijzigt artikel 1 van het koninklijk besluit 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen. Deze bijdrage aan de Commissie voor Boekhoudkundige Normen stijgt van 2,23 euro naar een totaalbedrag van 3,40 euro. Door het wegvallen van de vergoeding voorzien in artikel 133, § 10 van het Wetboek van Vennootschappen blijft de stijging praktisch beperkt tot 0,67 euro per jaarrekening.

Zodoende blijft dit bedrag onder het wettelijk maximum van 3,72 euro zoals bepaald in artikel III.93 van het Wetboek van Economisch Recht. Dit bedrag dateert van de Wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen en is sindsdien niet geïndexeerd, hoewel de wet deze mogelijkheid voorziet.

Het bedrag van 2,23 euro was het resultaat van de omzetting van bedragen uitgedrukt in Belgische franken naar bedragen in euro, met een afronding naar beneden, voor wat betreft de bijdragen van ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen door het koninklijk besluit van 25 januari 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel en het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen.

De verhoging van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten bedraagt in totaal slechts 0,67 EUR per neergelegde jaarrekening. De reden voor deze, weliswaar beperkte, kostprijsverhoging is het mogelijk maken van de organisatie van een extra dienstverlening aan het bedrijfsleven.

Artikel 20

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 21

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van K.M.O.'s,
D. DUCARME

AVIS 60.689/1 DU 19 JANVIER 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 21 OCTOBRE 1975 PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DES NORMES COMPTABLES ET DE L'ARRÊTE ROYAL DU 16 JUIN 1994 FIXANT LA CONTRIBUTION DES ENTREPRISES AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DES NORMES COMPTABLES'

Le 19 décembre 2016, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de l'Economie et des Consommateurs à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé jusqu'au 19 janvier 2017, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables et de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 12 janvier 2017.

La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Patricia De Somere, conseillers d'Etat, Marc Rigaux et Michel Tison, assessseurs, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Paul Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix Van Damme, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 janvier 2017.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée et fondement juridique du projet

2. La loi du 12 décembre 2016 (1) a étendu la compétence de la Commission des normes comptables à la mission « de répondre, par une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable, aux demandes concernant l'application des dispositions légales de droit comptable belge qui relèvent de la compétence de la Commission » (2). En vue de l'exercice de cette nouvelle mission, le Roi est chargé d'instituer un Collège distinct au sein de la Commission des normes comptables (ci-après : la Commission).

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a principalement pour objet d'adapter les arrêtés royaux réglant la création (3) et le financement (4) de la Commission à l'extension de compétence précitée.

3. La réglementation en projet peut être réputée trouver un fondement juridique dans les articles III.93 et III.93/1, § 5, du Code de droit économique.

L'article III.93, précité, charge le Roi d'instituer la Commission ainsi qu'un Collège distinct en son sein. L'article III.93/1, § 5, du même code charge le Roi de déterminer à qui il incombe de proposer les membres du Collège, de les nommer et de fixer les modalités de fonctionnement du Collège, de fixer les matières et dispositions pour lesquelles la prise d'une décision individuelle relevant du droit comptable est inappropriée ou inopérante, de déterminer les modalités relatives au délai « dans lequel une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable peut être rendue », et d'indiquer à quel moment une telle décision cesse d'exister.

Examen du texte

Préambule

4. Compte tenu notamment de l'observation formulée au point 3 à propos du fondement juridique de la réglementation en projet, il peut suffire de rédiger le premier alinéa du préambule du projet comme suit :

« Vu le Code de droit économique, l'article III.93, remplacé par la loi du 12 décembre 2016, et l'article III.93/1, § 5, inséré par la loi du 12 décembre 2016 ; ».

ADVIES 60.689/1 VAN 19 JANUARI 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 21 OKTOBER 1975 HOUDENDE OPRICHTING VAN EEN COMMISSIE VOOR BOEKHOUDKUNDIGE NORMEN EN VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 16 JUNI 1994 TOT VASTSTELLING VAN DE BIJDRAGE VAN DE ONDERNEMINGEN IN DE WERKINGSKOSTEN VAN DE COMMISSIE VOOR BOEKHOUDKUNDIGE NORMEN'

Op 19 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Economie en Consumenten verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 19 januari 2017, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen en van het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor boekhoudkundige normen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 12 januari 2017.

De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Patricia De Somere, staatsraden, Marc Rigaux en Michel Tison, assessoren, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Paul Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix Van Damme, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 januari 2017.

1. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

2. Bij de wet van 12 december 2016 (1) werd de bevoegdheid van de Commissie voor boekhoudkundige normen uitgebreid met de taak om "door middel van een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht vragen te beantwoorden betreffende de toepassing van de wettelijke bepalingen van het Belgisch Boekhoudrecht die onder de bevoegdheid van de Commissie vallen" (2). Met het oog op het uitoefenen van deze nieuwe taak wordt de Koning opgedragen in de schoot van de Commissie voor boekhoudkundige normen (hierna : de Commissie) een afzonderlijk College in te stellen.

Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt er in hoofdzaak toe de koninklijke besluiten die de oprichting (3) en de financiering (4) van de Commissie regelen, aan te passen aan de voornoemde bevoegdheidsuitbreiding.

3. De ontworpen regeling kan worden geacht rechtsgrond te vinden in de artikelen III.93 en III.93/1, § 5, van het Wetboek van economisch recht.

In het voornoemde artikel III.93 wordt de Koning belast met het instellen van de Commissie en van een afzonderlijk College in de schoot ervan. In artikel III.93/1, § 5, van hetzelfde wetboek, wordt de Koning ermee belast om te bepalen wie de leden van het College dient voor te dragen, om die leden te benoemen en de nadere werking van het College te regelen, om de materies en de bepalingen vast te stellen waarvoor het treffen van een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht niet aangewezen of zonder uitwerking is, om nadere regels op te stellen met betrekking tot de termijn "waarvoor een individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht kan worden gegeven", en om aan te duiden wanneer dergelijke beslissing ophoudt te bestaan.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

4. Mede rekening houdend met hetgeen sub 3 is opgemerkt met betrekking tot de rechtsgrond voor de ontworpen regeling, kan voor het eerste lid van de aanhef van het ontwerp worden volstaan met de volgende redactie :

"Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel III.93, vervangen bij de wet van 12 december 2016, en artikel III.93/1, § 5, ingevoegd bij de wet van 12 december 2016;".

5. Il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les modifications qui ont été apportées par le passé aux arrêtés à modifier (5). A la fin du deuxième alinéa du préambule, il convient dès lors de supprimer le segment de phrase «, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 avril 2013 modifiant l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création de la Commission des normes comptables ».

6. La réglementation en projet visant en outre à modifier l'arrêté royal relatif au financement de la Commission, il y a lieu d'ajouter, immédiatement après l'alinéa du préambule faisant mention de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables ; ».

7. L'alinéa du préambule qui fait mention de l'avis du Conseil d'Etat doit viser le présent avis ainsi que la disposition exacte des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Cet alinéa sera par conséquent rédigé comme suit :

« Vu l'avis 60.689/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

Article 1^{er}

8. Le texte néerlandais de l'article 1^{er} du projet sera complété par la mention du millésime de l'arrêté royal du 21 octobre « 1975 » à modifier. Le texte néerlandais de l'intitulé du titre 1^{er} sera complété de la même manière.

Article 2

9. L'article 1^{er}, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 dispose que la Commission est un « organisme autonome ». Il peut se déduire des explications fournies par le délégué qu'en définissant de la sorte, les auteurs du projet entendent doter la Commission de la personnalité juridique. Or, c'est au législateur qu'il appartient de conférer la personnalité juridique, de sorte que la définition concernée ne peut pas être maintenue dans le projet soumis pour avis.

10. L'article 1^{er}, alinéa 3, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 énumère les missions de la Commission. Si l'intention est de reproduire dans le projet cette description des missions, déjà contenue dans l'article III.93, § 1^{er}, du Code de droit économique, il est recommandé, dans un souci de sécurité juridique, de reproduire textuellement la description des missions qui figure dans la loi, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence. Les auteurs du projet seraient aussi bien avisés d'insérer une référence à la disposition légale concernée (« En application de l'article III.93, § 1^{er}, du Code de droit économique, elle a pour mission : ... »). On évitera ainsi de créer une incertitude quant à la place que les dispositions légales empruntées occupent dans la hiérarchie des normes.

Article 3

11. Par analogie avec le texte français et conformément à la volonté des auteurs du projet, exposée dans le rapport au Roi, on remplacera dans le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 (article 3, 2^o, du projet) le mot « boekhoudrecht » par les mots « Belgisch boekhoudrecht ».

12. Dans le texte néerlandais de l'article 2, alinéa 5, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 (article 3, 2^o, du projet), on écrira « gedurende een tijdsspanne van twaalf maanden de helft van de vergaderingen niet heeft bijgewoond, ».

Article 4

13. L'article 4, alinéa 5, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 prévoit que la « Commission » perçoit dans le chef de (lire : au nom) la « Commission » la contribution de la Banque nationale de Belgique. Ce faisant, la disposition en projet n'ajoute rien à ce qui découle déjà de l'article III.93/2, § 1^{er}, in fine, du Code de droit économique (« et versée par elle à la Commission »). En outre, il est superflu et peu judicieux de prévoir que la « Commission » intervient au nom de la « Commission » pour percevoir la contribution en question. Il convient donc de se demander si l'intention n'est pas plutôt de prévoir dans la disposition en projet que la contribution est perçue par le « Président » au nom de la « Commission ». Selon le délégué, telle est bel et bien l'intention de sorte que le texte de la disposition en projet devra être adapté en ce sens.

5. Het is niet zinvol in de aanhef de wijzigingen te vermelden die in het verleden zijn aangebracht in de te wijzigen besluiten (5). Aan het einde van het tweede lid van de aanhef moet derhalve de zinsnede „, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2013 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen” worden geschrapt.

6. Aangezien de ontworpen regeling tevens strekt tot het wijzigen van het koninklijk besluit betreffende de financiering van de Commissie moet, onmiddellijk na het lid van de aanhef waarin wordt gerefereerd aan het koninklijk besluit van 21 oktober 1975, een lid worden toegevoegd, luidende :

“Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor boekhoudkundige normen;”.

7. In het lid van de aanhef waarin melding wordt gemaakt van het advies van de Raad van State dient te worden verwezen naar het huidige advies en moet tevens worden gerefereerd aan de correcte bepaling van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Het betrokken lid dient derhalve te luiden :

“Gelet op advies 60.689/1 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

Artikel 1

8. De Nederlandse tekst van artikel 1 van het ontwerp moet worden vervolledigd met de vermelding van het jaartal van het te wijzigen koninklijk besluit van 21 oktober “1975”. De Nederlandse tekst van het opschrift van titel 1 dient op dezelfde wijze te worden aangevuld.

Artikel 2

9. In het ontworpen artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 wordt bepaald dat de Commissie een “autonome instelling” is. Uit de door de gemachtigde verstrekte toelichting kan worden afgeleid dat de stellers van het ontwerp door middel van die omschrijving rechtspersoonlijkheid willen verlenen aan de Commissie. Het verlenen van rechtspersoonlijkheid is evenwel zaak van de wetgever, zodat de betrokken omschrijving niet in het om advies voorgelegde ontwerp kan worden behouden.

10. In het ontworpen artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 worden de taken van de Commissie opgesomd. Indien het de bedoeling is om deze taakomschrijving, die al in artikel III.93, § 1, van het Wetboek van economisch recht, voorkomt, te hernemen in het ontwerp, verdient het ter wille van de rechtszekerheid aanbeveling om de wettelijke taakomschrijving woordelijk over te nemen, hetgeen nu niet het geval is. De stellers van het ontwerp doen er dan tevens goed aan om een verwijzing op te nemen naar de betrokken wetsbepaling (“Met toepassing van artikel III.93, § 1, van het Wetboek van economisch recht heeft zij tot taak :...”). Op die wijze wordt vermeden dat er onzekerheid ontstaat omtrent de plaats van de overgenomen wetsbepalingen in de hiërarchie der normen.

Artikel 3

11. Naar analogie van de Franse tekst en in overeenstemming met de bedoeling van de stellers van het ontwerp, zoals uiteengezet in het verslag aan de Koning, vervange men in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 (artikel 3, 2^o, van het ontwerp), het woord “boekhoudrecht” door de woorden “Belgisch boekhoudrecht”.

12. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 2, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 (artikel 3, 2^o, van het ontwerp), schrijf men “gedurende een tijdsspanne van twaalf maanden de helft van de vergaderingen niet heeft bijgewoond,”.

Artikel 4

13. In het ontworpen artikel 4, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 wordt bepaald dat de “Commissie” in naam van de “Commissie” de bijdrage van de Nationale Bank van België in ontvangst neemt. Op die wijze voegt de ontworpen bepaling niets toe aan wat al voortvloeit uit artikel III.93/2, § 1, in fine, van het Wetboek van economisch recht (“en maakt haar over aan de Commissie”). Daarenboven is het overbodig en weinig zinvol te bepalen dat de “Commissie” voor het ontvangen van de betrokken bijdrage optreedt in naam van de “Commissie”. Vraag is derhalve of het niet veeleer de bedoeling is om in de ontworpen bepaling te vermelden dat de bijdrage door de “Voorzitter” in ontvangst wordt genomen in naam van de “Commissie”. Naar het zeggen van de gemachtigde is dit laatste wel degelijk de bedoeling zodat de tekst van de ontworpen bepaling in z'n zin moet worden aangepast.

Article 5

14. À la différence du texte français de l'article 5, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, qui utilise chaque fois le terme « rémunération », le texte néerlandais de cette disposition emploie indifféremment les termes « bezoldiging » et « vergoeding ». Il conviendrait d'opter, dans le texte néerlandais aussi, pour une terminologie uniforme.

Article 6

15. L'article 5/1, alinéa 3, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 prévoit que le Président « peut décider de permettre aux membres du secrétariat scientifique de participer aux réunions de la Commission et du Collège ». Le rapport au Roi précise toutefois que les membres du secrétariat scientifique participent aux réunions de la Commission et du Collège, donc apparemment sans que, pour ce faire, une décision du Président en ce sens soit nécessaire. Il y a lieu de supprimer cette discordance entre les deux textes.

Article 8

16. En ce qui concerne la procuration écrite, visée à l'article 6, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, le rapport au Roi mentionne ce qui suit :

« Un membre absent peut, pour une délibération déterminée, donner [à] un autre membre une procuration écrite. Ceci implique que le membre absent confirme cette procuration au Président par écrit et indique son accord ou non avec un certain projet ».

Si l'on envisage effectivement d'obliger le membre absent à indiquer également dans sa procuration écrite s'il est d'accord ou non avec un projet déterminé, cette obligation devrait figurer dans le texte du projet. En effet, le non-respect de cette obligation affecterait la validité de la procuration.

Article 10

17. Selon l'article 7/1, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, la publication d'un projet d'avis (6) permet à toute personne intéressée de « réagir endéans une période déterminée [lire : dans un délai déterminé] ». La question se pose de savoir si le projet ne doit pas prévoir la durée de ce délai, ou par qui ou de quelle manière il sera fixé.

18. L'article 7/1, alinéa 3 (7), en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, s'énonce comme suit :

« Lorsqu'un projet d'avis est adopté à la majorité, il est complété par la position divergente du (des) membre(s) concerné(s) et sa (leur) motivation, ainsi que par le nom de ce(s) membre(s) ».

Eu égard à l'explication donnée à ce propos dans le rapport au Roi, il est suggéré, par souci de clarté, d'écrire à la fin de l'alinéa précité «... à la majorité, la position divergente motivée du membre concerné ou des membres concernés, avec mention du nom de celui-ci ou de ceux-ci, est indiquée dans l'avis et également publiée avec ce dernier ».

19. Le rapport au Roi indique que « [s]i la Commission émet un avis de portée générale, celui-ci est (...) dénué de tout intérêt personnel ». Cette exception à l'interdiction contenue à l'article 7/1, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 devrait être précisée dans le texte de la disposition concernée.

Article 12

20. L'article 7/3, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 porte sur la publication des « avis » et des « recommandations » de la Commission « sur son site web et dans son rapport annuel, ainsi que par toute voie qu'elle détermine ». On peut se demander de quelle manière seront publiés les « projets d'avis » visés à l'article 7/1, en projet (article 10 du projet). Le mode de publication des projets d'avis peut, le cas échéant, être indiqué dans cette dernière disposition.

Article 13

21. Dans un souci d'uniformité terminologique, on remplacera dans le texte néerlandais de l'article 8, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 le mot « experten » par le mot « deskundigen ».

Artikel 5

14. In tegenstelling tot wat in de Franse tekst van het ontworpen artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 het geval is, waarin telkens de term "rémunération" wordt gebruikt, worden in de Nederlandse tekst van die bepaling de termen "bezoldiging" en "vergoeding" door elkaar gebruikt. Ook in de Nederlandse tekst zou voor een eenvormige terminologie moeten worden geopteerd.

Artikel 6

15. In het ontworpen artikel 5/1, derde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 wordt bepaald dat de Voorzitter "kan beslissen de leden van het wetenschappelijk secretariaat te laten deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie en van het College". In het verslag aan de Koning wordt evenwel vermeld dat de leden van het wetenschappelijk secretariaat deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie en het College, dus blijkbaar zonder dat daartoe een beslissing in die zin vereist is van de Voorzitter. Deze discordantie tussen beide teksten moet worden verholpen.

Artikel 8

16. In verband met de schriftelijke volmacht, bedoeld in het ontworpen artikel 6, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975, wordt in het verslag aan de Koning het volgende vermeld :

"Een afwezig lid kan aan een ander lid een schriftelijke volmacht geven voor een bepaalde stemming. Dit houdt in dat het afwezige lid de volmacht schriftelijk bevestigt aan de Voorzitter en daarbij aangeeft of deze het al dan niet eens is met een bepaald ontwerp."

Indien het effectief de bedoeling is dat het afwezige lid in zijn schriftelijke volmacht tevens zou worden verplicht om aan te geven of hij het al dan niet eens is met een bepaald ontwerp, zou die verplichting in de tekst van het ontwerp moeten worden opgenomen. Niet-naleving van die verplichting zou dan immers gevolgen hebben voor de geldigheid van de volmacht.

Artikel 10

17. Luidens het ontworpen artikel 7/1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 wordt door middel van de publicatie van een adviesontwerp (6) aan elke belangstellende de kans gegeven om "binnen een bepaalde termijn te reageren". Het is de vraag of niet in het ontwerp moet worden bepaald hoeveel die termijn bedraagt of door wie of op welke wijze deze zal worden vastgesteld.

18. Het ontworpen artikel 7/1, derde lid (7), van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975, luidt :

"Als een adviesontwerp wordt goedgekeurd bij meerderheidsstemming, wordt het met redenen omkleed afwijkend standpunt van een betrokken lid of betrokken leden, opgenomen met vermelding van de naam van dit lid of van deze leden."

Gelet op de toelichting die in dit verband wordt verstrekt in het verslag aan de Koning, wordt ter overweging gegeven om ter wille van de duidelijkheid aan het einde van het aangehaalde lid te schrijven "wordt het met redenen omkleed afwijkend standpunt van het betrokken lid of de betrokken leden, met vermelding van zijn of hun naam, opgenomen in het advies en mee gepubliceerd met dit laatste".

19. In het verslag aan de Koning wordt vermeld dat "als de Commissie een advies aflevert met een algemene draagwijdte, (...) geen sprake [is] van een persoonlijk belang". Deze uitzondering op de verbodsbepaling van het ontworpen artikel 7/1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975, zou in de tekst van de betrokken bepaling moeten worden geëxpliciteerd.

Artikel 12

20. Het ontworpen artikel 7/3 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 betreft de verspreiding van de "adviezen" en de "aanbevelingen" van de Commissie "via haar website en jaarverslag alsook via de media die zij bepaalt". De vraag rijst op welke wijze de publicatie van de "adviesontwerpen", bedoeld in het ontworpen artikel 7/1 (artikel 10 van het ontwerp), zal gebeuren. In voorkomend geval kan de wijze van publicatie van de adviesontwerpen in de laatstgenoemde bepaling worden aangegeven.

Artikel 13

21. Ter wille van de terminologische eenvormigheid vervange men in de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 8, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975, het woord "experten" door het woord "deskundigen".

Article 17

22. L'article 17 du projet vise à insérer un chapitre 3, « Le Collège », dans l'arrêté royal du 21 octobre 1975. Le nouveau chapitre contient – comme le mentionne correctement la phrase introductive de l'article 17 – les « articles 12 à 17 ». Il convient de rectifier le rapport au Roi sur ce point, dès lors qu'il fait mention du nouveau chapitre 3 « comprenant les articles 12 à 22 ». En outre, dans le texte français de la phrase introductive de cet article, on écrira : « Dans le même arrêté, il est inséré,... ».

Article 13 en projet

23. L'article 13, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 s'énonce comme suit :

« Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents aux délibérations relatives à des objets à propos desquels ils ont un intérêt personnel ou leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel. »

Cette disposition soulève deux questions.

Tout d'abord, on peut se demander si l'interdiction en question ne doit pas viser les membres du Collège plutôt que – plus généralement – les membres de la Commission.

Il faut ensuite observer que la mesure d'interdiction précitée s'écarte, sur le plan rédactionnel, de la disposition similaire inscrite à l'article 7/1, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 (article 10 du projet), qui vise les membres de la Commission (8). Si l'intention est d'instaurer un régime différent à cet égard pour les membres de la Commission et pour ceux du Collège, il est recommandé de préciser cette intention dans le rapport au Roi. Si aucun régime dérogatoire n'est envisagé, on veillera à rédiger les deux dispositions de la même façon. Selon le délégué, l'intention serait bel et bien de prévoir une disposition identique tant à l'égard des membres de la Commission qu'à l'égard des membres du Collège et que l'on opérerait, ce faisant, pour « de strengste regels ».

Article 14 en projet

24. L'article 14, alinéa 2, 3° et 4°, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fait état de « dispositions du droit commun » (« bepalingen van het gemeenschapsrecht ») (9). Dans la mesure où telle est l'intention des auteurs du projet, il semble qu'il faut actuellement faire mention de « dispositions du droit de l'Union » (« bepalingen van het Unierecht »).

25. A l'article 14, alinéa 4, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975, le segment de phrase « toute demande introduite auprès d'une autorité » a une portée très large. La question se pose de savoir si le projet ne vise pas plutôt des demandes spécifiques, par exemple, en matière fiscale. Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a déclaré que l'on vise toute demande ayant la même portée pouvant se rapporter à la décision individuelle relevant du droit comptable, rendue par le Collège et introduite auprès d'une autorité interne ou étrangère au cours de la période d'application de la décision individuelle relevant du droit comptable. Le texte de la disposition en projet doit être précisé en ce sens.

Article 19

26. Il convient de rédiger le début de l'article 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 16 juin 1994 comme suit : « La contribution visée à l'article III.93/2, § 1^{er}, du Code de droit économique s'élève à... ».

Le greffier,

Le président,

W. Geurts.

M. Van Damme.

(1) Loi du 12 décembre 2016 'modifiant le code de droit économique, en ce qui concerne la compétence de la commission des normes comptables'.

(2) Article III.93, § 2, du Code de droit économique

(3) Arrêté royal du 21 octobre 1975 'portant création de la Commission des normes comptables'.

(4) Arrêté royal du 16 juin 1994 'fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables'.

Artikel 17

22. Artikel 17 van het ontwerp strekt ertoe om een hoofdstuk 3, "Het College", in te voegen in het koninklijk besluit van 21 oktober 1975. Het nieuwe hoofdstuk omvat – zoals correct is weergegeven in de inleidende zin van artikel 17 – de "artikelen 12 tot en met 17". Het verslag aan de Koning dient op dit punt te worden gecorrigeerd daar erin wordt melding gemaakt van het nieuwe hoofdstuk 3 "bevattende de artikelen 12 tot en met 22". In de Franse tekst schrijft men bovendien in de inleidende zin van dat artikel : "Dans le même arrêté, il est inséré,...".

Ontworpen artikel 13

23. Het ontworpen artikel 13, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 luidt :

"Het is de leden van de Commissie verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een persoonlijk belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk belang hebben."

Deze bepaling roept twee vragen op.

In de eerste plaats kan de vraag worden opgeworpen of de desbetreffende verbodsbepaling niet veeleer tot de leden van het College moet zijn gericht dan – in meer algemene zin – tot de leden van de Commissie.

Daarnaast moet worden vastgesteld dat de aangehaalde verbodsbepaling redactioneel afwijkt van de vergelijkbare bepaling van het ontworpen artikel 7/1, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 (artikel 10 van het ontwerp), die is gericht tot de leden van de Commissie (8). Indien het de bedoeling is om op dit punt een verschillende regeling tot stand te brengen voor de leden van de Commissie en die van het College verdient het aanbeveling om die bedoeling nader toe te lichten in het verslag aan de Koning. Indien geen afwijkende regeling wordt beoogd, dient er te worden op toegezien dat de beide bepalingen op dezelfde wijze worden geredigeerd. Naar het zeggen van de gemachtigde zou het wel degelijk de bedoeling zijn om in een identieke bepaling te voorzien ten aanzien van zowel de leden van de Commissie als de leden van het College en zou daarbij voor "de strengste regels" worden geopteerd.

Ontworpen artikel 14

24. In het ontworpen artikel 14, tweede lid, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 wordt melding gemaakt van "bepalingen van het gemeenschapsrecht" ("dispositions du droit commun") (9). In zover dit overeenstemt met de bedoeling van de stellers van het ontwerp lijkt nu van "bepalingen van het Unierecht" ("dispositions du droit de l'Union") melding te moeten worden gemaakt.

25. In het ontworpen artikel 14, vierde lid, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 heeft de zinsnede "[e]lke aanvraag ingediend bij een overheid" een zeer ruime draagwijdte. Vraag is of niet veeleer specifieke aanvragen in bijvoorbeeld de fiscaalrechtelijke sfeer worden bedoeld. Hierover om nadere toelichting verzocht, deelde de gemachtigde mee dat wordt bedoeld op elke aanvraag met eenzelfde strekking die verband kan houden met de door het College toegekende Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht die wordt ingediend bij een binnenlandse of buitenlandse overheid tijdens de periode gedurende dewelke de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht wordt toegepast. De tekst van de ontworpen bepaling zou in die zin moeten worden gespecificeerd.

Artikel 19

26. Het ontworpen artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 juni 1994 dient aan te vangen als volgt : "De bijdrage bedoeld in artikel III.93/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht, bedraagt".

De griffier,

De voorzitter,

W. Geurts.

M. Van Damme.

(1) Wet van 12 december 2016 'tot wijziging van het wetboek van economisch recht, wat de bevoegdheid van de commissie voor boekhoudkundige normen betreft'.

(2) Artikel III.93, § 2, van het Wetboek van economisch recht.

(3) Koninklijk besluit van 21 oktober 1975 'houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen'.

(4) Koninklijk besluit van 16 juni 1994 'tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor boekhoudkundige normen'.

(5) Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, recommandation n° 30, à consulter sur le site Internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be).

(6) Par analogie avec le texte français qui fait état d'un « projet d'avis », il est recommandé d'utiliser dans le texte néerlandais le terme « ontwerpadvies ».

(7) Les auteurs du projet devront veiller à ce que la division typographique en alinéas de l'article 7/1, en projet, de l'arrêté royal du 21 octobre 1975 – mais aussi d'autres dispositions du projet – soit suffisamment claire et, en outre, identique dans les textes français et néerlandais.

(8) Dans l'article 7/1, alinéa 4, en projet, il est fait mention d'un intérêt personnel « direct » ou « indirect ».

(9) Dans le texte français, il faudrait faire mention de « dispositions du droit communautaire ».

3 SEPTEMBRE 2017 . — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables et de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des normes comptables

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, les articles I.5 et III.82 à III.95, introduits par la loi du 17 juillet 2013 portant insertion du Livre III "Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises", dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre III et des dispositions d'application de la loi propres au livre III, dans les livres I et XV du Code de droit économique;

Vu le Code de droit économique, l'article III.93, remplacé par la loi du 12 décembre 2016, et l'article III.93/1, § 5, inséré par la loi du 12 décembre 2016;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création de la Commission des normes comptables;

Vu l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis 60.689/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre des Finances, du Ministre des PME en du Ministre de la Justice, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE 1^{er}. — Modifications à l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables

Article 1^{er}. Il est inséré dans l'arrêté royal du 21 octobre 1975 portant création d'une Commission des normes comptables un chapitre 1^{er} comportant les articles 1^{er} à 5/1, intitulé :

«CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales».

Art. 2. L'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 2006, est remplacé comme suit :

«Il est créé une Commission des normes comptables.

Son siège est établi dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. En application de l'article III.93, § 1^{er}, du Code de droit économique elle a pour mission :

1^o de donner tout avis au gouvernement et au Parlement à la demande de ceux-ci ou d'initiative;

2^o de contribuer au développement de la doctrine comptable et de formuler les principes d'une comptabilité régulière, par la voie d'avis ou de recommandations.

(5) Beginselen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, aanbeveling 30, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

(6) Het verdient aanbeveling om, naar analogie van de Franse tekst, waarin melding wordt gemaakt van een "projet d'avis", de term "ontwerpadvies" te gebruiken.

(7) De stellers van het ontwerp dienen erop toe te zien dat de indeling in leden van het ontworpen artikel 7/1 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 – maar ook van nog andere bepalingen van het ontwerp – typografisch voldoende duidelijk is en bovendien identiek in de Nederlandse en de Franse tekst.

(8) In het ontworpen artikel 7/1, vierde lid, wordt melding gemaakt van een "rechtstreeks" of "zijdelings" persoonlijk belang.

(9) In de Franse tekst zou van "dispositions du droit communautaire" melding moeten worden gemaakt.

3 SEPTEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen en van het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor boekhoudkundige normen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, de artikelen I.5 en III.82 tot en met III.95, ingevoerd bij de wet van 17 juli 2013 houdende invoering van Boek III "Vrijheid van vestiging, dienstverlening en algemene verplichtingen van de ondernemingen", in het Wetboek van economisch recht en houdende invoering van de definities eigen aan boek III en van de rechtshandhabingsbepalingen eigen aan boek III, in boeken I en XV van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel III.93, vervangen bij de wet van 12 december 2016, en artikel III.93/1, § 5, ingevoegd bij de wet van 12 december 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor boekhoudkundige normen;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor boekhoudkundige normen;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 juni 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 11 juli 2016;

Gelet op advies 60.689/1 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Financiën, de Minister van Middenstand, en de Minister van Justitie, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL 1. — Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor Boekhoudkundige Normen

Artikel 1. Er wordt in het Koninklijk besluit van 21 oktober 1975 houdende oprichting van een Commissie voor Boekhoudkundige Normen een hoofdstuk 1 ingevoegd dat de artikelen 1 tot en met 5/1 omvat, met als opschrift :

«HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen».

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit; gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 april 2006, wordt vervangen als volgt :

«Er wordt een Commissie voor Boekhoudkundige Normen opgericht.

Haar zetel is gevestigd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Met toepassing van artikel III.93, § 1, van het Wetboek van economisch recht heeft zij tot taak :

1^o de regering en het Parlement op hun verzoek of uit eigen beweging, van advies te dienen;

2^o door middel van adviezen en aanbevelingen bij te dragen tot de ontwikkeling van de leer van het boekhouden en de beginselen te bepalen van een regelmatige boekhouding.

La prise de Décisions Individuelles relevant du Droit Comptable (en abrégé : DIDC) au sens de l'article III.93/1, § 1^{er} du Code de droit économique relève de la compétence exclusive du Collège visé à l'article III.93, § 2 du même code."

Art. 3. L'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 avril 2013, est complété par quatre alinéas rédigés comme suit :

"La liste double doit toujours comporter un candidat-membre d'expression française et un d'expression néerlandaise.

Le Ministre des Finances est chargé de veiller à ce qu'au moins un membre appartenant aux hauts fonctionnaires des administrations fiscales, et au moins un membre siégeant dans le Collège chargé conformément à l'article 26 de la loi du 24 décembre 2002 de la direction du Service des Décisions Anticipées en matières fiscales du Service public fédéral Finances, créé par l'arrêté royal du 13 août 2004, siègent dans la Commission.

Les membres du Collège proposés font preuve d'excellentes connaissances du droit comptable belge.

Si un membre de la Commission ou du Collège n'a pas participé à la moitié des réunions au cours d'une période de douze mois, il est réputé démissionnaire de plein droit. Le Président en informe le ministre de l'Economie qui prévoit la procédure pour le remplacement du membre concerné conformément aux articles 2 et 12 respectivement."

Art. 4. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 2006, est remplacé comme suit :

"Le Président de la Commission est nommé par Nous parmi les membres de celle-ci, sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre des Finances, du Ministre de la Justice et du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions. Il est désigné en cette qualité pour un terme renouvelable de six ans.

Le Président de la Commission siège également comme Président du Collège visé à l'article III.93, § 2 du Code de droit économique.

Le Président préside et prépare les réunions de la Commission et du Collège. Il veille à la rédaction des procès-verbaux et il assure l'exécution des décisions de la Commission et du Collège.

Il assure la gestion journalière de la Commission et du Collège et prend les mesures nécessaires à cet effet. Il peut déléguer à un membre du secrétariat scientifique de la Commission la gestion journalière.

Le Président assure l'organisation du secrétariat scientifique. La Commission reçoit la contribution de la Banque nationale de Belgique visée à l'article III.93/2, § 1^{er} du Code de droit économique.

En cas d'empêchement temporaire du Président, il est remplacé par le membre qu'il désigne sinon, en l'absence de cette désignation, par le membre le plus ancien et, en cas d'ancienneté égale, par le membre le plus âgé respectivement de la Commission et du Collège."

Art. 5. L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 2006, est remplacé comme suit :

"La rémunération du Président et des membres de la Commission est fixée par Nous sur la proposition du Ministre de l'Economie.

Si le Président est détaché d'une autre administration ou d'un autre organisme au bénéfice de la Commission, les frais de détachement sont remboursés par la Commission. Dans ce cas, le Président ne perçoit pas de rémunération à charge de la Commission, sauf si les frais de détachement sont inférieurs à la rémunération visée à l'alinéa précédent, auquel cas ces frais sont déduits de la rémunération.

Le droit à la rémunération des membres de la Commission naît de leur présence pendant toute une séance."

Art. 6. Dans le même arrêté est inséré un article 5/1, rédigé comme suit :

"Le secrétariat scientifique est composé par le Président. Le Président préside et dirige le secrétariat scientifique. Les membres du secrétariat scientifique sont nommés en conformité avec la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les bureaux de la Commission sont mis à disposition par le SPF Economie.

Het verstrekken van Individuele Beslissingen inzake Boekhoudrecht (afgekort : IBB) zoals bedoeld in artikel III.93/1, eerste paragraaf van het Wetboek van economisch recht behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het College vermeld in artikel III.93, tweede paragraaf van datzelfde wetboek."

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 25 april 2013, wordt aangevuld met vier leden luidende :

"De dubbele lijsten dienen telkens te bestaan uit één Nederlandstalig en één Franstalig kandidaat-lid.

De minister van Financiën moet er op toezien dat minstens één lid dat behoort tot de hogere ambtenaren van de belastingbesturen en minstens één lid dat deel uitmaakt van het College dat overeenkomstig artikel 26 van de wet van 24 december 2002 belast is met de leiding van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken bij de Federale Overheidsdienst Financiën, opgericht bij koninklijk besluit van 13 augustus 2004, deel uitmaken van de Commissie.

De voorgedragen leden van de Commissie dienen over een bewezen uitmuntende kennis van het Belgisch boekhoudrecht te beschikken.

Indien een lid van de Commissie of van het College gedurende een tijdspanne van twaalf maanden de helft van de vergadering niet heeft bijgewoond, is hij van rechtswege ontslagnemend. De Voorzitter brengt daarvan de minister van Economie op de hoogte die de procedure in de vervanging van het betrokken lid dient te voorzien conform respectievelijk artikel 2 en artikel 12."

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 april 2006, wordt vervangen als volgt :

"De Voorzitter van de Commissie wordt door Ons benoemd onder haar leden, op voorstel van de minister van Economie, de minister van Financiën, de minister van Justitie en de minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft. Hij wordt in die hoedanigheid benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaar.

De Voorzitter van de Commissie is tevens de Voorzitter van het College zoals bedoeld in artikel III.93, tweede paragraaf van het Wetboek van economisch recht.

De Voorzitter presideert de vergaderingen van de Commissie en het College en bereidt ze voor. Hij ziet toe op de redactie van de notulen en zorgt voor de uitvoering van de beslissingen van de Commissie en het College.

Hij staat in voor het dagelijks bestuur van de Commissie en het College en neemt hiervoor de nodige maatregelen. Hij kan het dagelijks bestuur delegeren aan een lid van het wetenschappelijk secretariaat van de Commissie.

De Voorzitter staat in voor de organisatie van het wetenschappelijk secretariaat. De Commissie neemt de bijdrage van de Nationale Bank van België bedoeld in artikel III.93/2, eerste paragraaf van het Wetboek van economisch recht in ontvangst.

Indien de Voorzitter tijdelijk verhinderd is, wordt hij vervangen door een lid door hem aangeduid, en indien dit niet is gebeurd, door het lid met de grootste anciënniteit en, in geval van gelijke anciënniteit, door het oudste lid van de Commissie respectievelijk het College."

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 april 2006, wordt vervangen als volgt :

"De vergoeding van de Voorzitter en van de leden van de Commissie wordt door Ons bepaald op voorstel van de minister van Economie.

Indien de Voorzitter vanuit een andere administratie of instelling naar de Commissie wordt gedetacheerd, worden de kosten van de detachering door de Commissie terugbetaald. In dat geval ontvangt de Voorzitter geen vergoeding ten laste van de Commissie, behoudens wanneer de kosten van de detachering lager zijn dan de vergoeding bedoeld in het voorgaande lid, in welk geval de vergoeding daarmee verminderd wordt.

Het recht op vergoeding van de leden van de Commissie ontstaat naar aanleiding van het bijwonen van de volledige vergadering."

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende :

"Het wetenschappelijk secretariaat wordt samengesteld door de Voorzitter. De Voorzitter staat aan het hoofd van het wetenschappelijk secretariaat en heeft er de leiding van. De leden van het wetenschappelijk secretariaat worden aangesteld in overeenstemming met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De lokalen van de Commissie worden door de FOD Economie ter beschikking gesteld.

Les réunions de la Commission et du Collège sont préparées par le Président, avec l'assistance du secrétariat scientifique. Un des membres du secrétariat scientifique peut se voir confier la fonction de secrétaire général par le Président. Le Président peut déléguer au secrétaire général la direction du secrétariat scientifique. Le Président peut décider de permettre aux membres du secrétariat scientifique de participer aux réunions de la Commission et du Collège. Ils n'ont cependant pas le droit de vote."

Art. 7. Dans le même arrêté est inséré, après l'article 5/1, un chapitre 2 comprenant les articles 6 à 11, intitulé :

"CHAPITRE 2. — La Commission".

Art. 8. L'article 6 du même arrêté est remplacé comme suit :

"La Commission se réunit sur convocation du Président. La convocation comporte l'ordre du jour. Celui-ci est fixé par le Président. Sauf en cas d'urgence décidé par le Président, la convocation est envoyée au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion.

Au plus tard huit jours ouvrables avant le début de la réunion, les membres peuvent inscrire des points à l'ordre du jour. Le Président peut accepter le point à inscrire à l'ordre du jour, sinon soumettre son inscription à l'ordre du jour à l'avis de la Commission.

L'envoi de la convocation aux membres comprend également les documents relatifs aux points mis à l'ordre du jour. Tout document complémentaire sera, le cas échéant, mis plus tard à la disposition des membres, mais en tout cas avant la réunion.

La Commission ne délibère valablement que si neuf de ses membres au moins sont présents ou représentés. Un membre absent peut, pour une délibération déterminée, donner à un autre membre une procuration écrite. Cette procuration écrite est remise au Président, au plus tard au début de la réunion. La procuration doit en tout cas indiquer l'accord ou non du membre avec un certain projet. Chaque membre ne peut représenter au maximum que deux autres membres par procuration écrite."

Art. 9. L'article 7 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. Dans le même arrêté est inséré un article 7/1, rédigé comme suit :

"La Commission décide en principe en consensus. Si le consensus ne peut pas être atteint, elle décide, sur initiative du Président, à la majorité simple. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. Les recommandations et avis formulés en vertu de l'article III.93, § 1^{er}, 2^o du Code de droit économique, sont toutefois arrêtés à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Pour le calcul de la majorité requise, les abstentions ne sont pas considérées comme des voix émises. Les recommandations et avis émis par la Commission sont motivés.

La publication de tout avis sera précédée par la publication d'un projet d'avis permettant à toute personne intéressée de réagir endéans une période déterminée par la Commission. Le délai est de 10 jours ouvrables au minimum.

Lorsqu'un projet d'avis est adopté à la majorité, la position divergente motivée du membre concerné ou des membres concernés, avec mention du nom de celui-ci ou de ceux-ci, est indiquée dans l'avis et également publiée avec ce dernier.

Il est interdit aux membres de la Commission d'être présents aux délibérations relatives à des objets à propos desquels ils ont un intérêt personnel direct ou indirect ou leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel direct.

Si la Commission émet un avis de portée générale, celui-ci est censé être dénué de tout intérêt personnel."

Art. 11. Dans le même arrêté est inséré un article 7/2, rédigé comme suit :

"Si la prise d'une décision urgente s'impose et qu'il s'avère impossible de réunir à court terme un nombre suffisant de membres, ou si, à l'issue d'une réunion, une nouvelle version d'un projet d'avis ou de recommandation doit être soumise aux membres, le Président peut décider d'organiser une consultation écrite des membres.

Dans le cas d'une procédure écrite, les membres doivent pouvoir disposer d'au moins deux jours ouvrables pour arrêter leur position.

Le Président convoquera une réunion de la Commission si au moins quatre membres marquent par écrit leur désaccord avec le projet d'avis ou de recommandation qui leur a été soumis."

De vergaderingen van de Commissie en het College worden voorbereid door de Voorzitter met de hulp van het wetenschappelijke secretariaat. Aan één van de leden van het wetenschappelijk secretariaat kan door de Voorzitter de functie van secretaris-generaal worden gegeven. De Voorzitter kan de leiding over het wetenschappelijk secretariaat delegeren aan de secretaris-generaal. De Voorzitter kan beslissen de leden van het wetenschappelijk secretariaat te laten deelnemen aan de vergaderingen van de Commissie en van het College. Zij hebben echter geen stemrecht."

Art. 7. Na artikel 5/1 wordt in hetzelfde besluit een hoofdstuk 2 ingevoegd dat de artikelen 6 tot en met 11 omvat, met als opschrift :

"HOOFDSTUK 2. — De Commissie".

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"De Commissie vergadert op bijeenroeping van de Voorzitter. De oproeping daartoe vermeldt de agenda van de vergadering, die door de Voorzitter wordt opgesteld. Behalve in geval van hoogdringendheid beslist door de Voorzitter, zal deze uitnodiging ten minste vijf werkdagen voor de vergadering verstuurd worden.

De leden kunnen tot ten laatste acht werkdagen voor de aanvang van de vergadering agendapunten aanbrengen. De Voorzitter kan het agendapunt aanvaarden dan wel de agendering ervan voorleggen aan de Commissie.

Op het moment van de uitnodiging worden tevens de documenten voor de te behandelen punten ter beschikking van de leden gesteld. Bijkomende documenten worden, in voorkomend geval, later maar vóór de vergadering ter beschikking van de leden gesteld.

De Commissie beraadslaagt alleen dan geldig als ten minste negen leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Een afwezig lid kan aan een ander lid een schriftelijke volmacht geven voor een bepaalde stemming. Deze schriftelijke volmacht wordt ten laatste bij aanvang van de vergadering aan de Voorzitter bezorgd. De volmacht dient in elk geval te vermelden of het lid het al dan niet eens is met een bepaald ontwerp. Elk lid kan slechts voor twee andere leden een schriftelijke volmacht indienen."

Art. 9. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidende :

"De Commissie beslist in principe in consensus. Indien dit niet mogelijk blijkt en indien de Voorzitter daartoe het initiatief neemt, beslist ze bij eenvoudige meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter doorslaggevend. De aanbevelingen en adviezen geformuleerd krachtens artikel III.93, eerste paragraaf, 2^o van het Wetboek van economisch recht worden echter uitgebracht met een tweederdemeerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden. Voor de berekening van de vereiste meerderheid worden de onthoudingen niet meegeteld. De aanbevelingen en adviezen van de Commissie zijn gemotiveerd.

De publicatie van elk advies wordt systematisch voorafgegaan door de publicatie van een ontwerpadvies zodat elke belangstellende de kans heeft binnen een door de Commissie bepaalde termijn te reageren. Deze termijn bedraagt minimum 10 werkdagen.

Als een ontwerpadvies wordt goedgekeurd bij meerderheidsstemming, wordt het met redenen omkleed afwijkend standpunt van het betrokken lid of de betrokken leden, met vermelding van zijn of hun naam, opgenomen in het advies en mee gepubliceerd met dit laatste.

Het is de leden van de Commissie verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een rechtstreeks of zijdelings persoonlijk belang hebben of waarbij hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een rechtsreeks persoonlijk belang hebben.

Als de Commissie een advies met algemene draagwijdte aflevert, is er geen sprake van een persoonlijk belang."

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/2 ingevoegd, luidende :

"Als een dringende beslissing dient genomen te worden en het onmogelijk blijkt om op korte termijn een voldoende aantal leden te laten vergaderen of als, als gevolg van een vergadering, een nieuwe versie van een adviesontwerp of ontwerp van aanbeveling aan de leden moet voorgelegd worden, kan de Voorzitter beslissen de leden schriftelijk te raadplegen.

In geval van schriftelijke procedure wordt aan de leden minstens twee werkdagen toegekend om hun standpunt te bepalen.

De Voorzitter zal een vergadering van de Commissie beleggen als ten minste vier leden schriftelijk melden dat ze niet akkoord gaan met het adviesontwerp of ontwerp van aanbeveling dat hun werd bezorgd."

Art. 12. Dans le même arrêté est inséré un article 7/3, rédigé comme suit :

“La Commission publie ses avis, projets d’avis et recommandations sur son site web et dans son rapport annuel, ainsi que par toute voie qu’elle détermine.”.

Art. 13. L’article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l’arrêté royal du 3 avril 2006, est remplacé comme suit :

“La Commission peut créer en son sein des groupes de travail et d’études ; elle peut recourir à l’aide d’experts et à l’avis de tiers. Sur décision de la Commission, ces experts peuvent être autorisés à assister à ses réunions. Ils n’ont cependant pas le droit de vote.

Ces groupes de travail sont créés par décision de la Commission, après délibération conformément aux articles 6 et 7/1. La création d’un groupe de travail ne peut être envisagée qu’aux fins de préparer soit des avis thématiques ou fort complexes, soit une législation ou une réglementation spécifique. La Commission fixe l’ordre du jour des réunions des groupes de travail.

Tout groupe de travail comprendra au moins soit deux membres de la Commission, soit un membre de la Commission et un membre du secrétariat scientifique. La présidence est assumée par un membre de la Commission ou un membre du secrétariat scientifique.

Les groupes de travail peuvent uniquement faire rapport à la Commission. Périodiquement et au moins chaque trimestre, il est fait rapport à la Commission sur l’état d’avancement des activités des groupes de travail. A la fin de la mission, un rapport écrit est présenté à la Commission par le président du groupe de travail.

Les membres des groupes de travail et les experts peuvent être rémunérés par un jeton de présence égal à celui fixé en application de l’article 5 pour les membres de la Commission.”.

Art. 14. L’article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. L’article 11 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

“Seul le Président de la Commission est compétent pour exprimer la position de la Commission ou pour la représenter.

En cas d’empêchement du Président, il peut mandater un membre de la Commission ou un membre du secrétariat scientifique à cette fin.”.

Art. 16. L’article 12 du même arrêté réglant son exécution est renuméroté 18.

Art. 17. Dans le même arrêté est introduit, après l’article 11, un chapitre 3 comprenant les articles 12 à 17, rédigé comme suit :

“CHAPITRE 3. — Le Collège.

Art. 12. Aux fins de la prise de Décisions Individuelles relevant du Droit Comptable, un Collège est institué par Nous au sein de la Commission.

Le Collège est composé du Président de la Commission et de quatre membres du Collège désignés parmi les membres de la Commission :

1° un membre désigné par le Ministre de l’Economie;

2° un membre désigné par le Ministre des Finances siégeant au Collège chargé conformément à l’article 26 de la loi du 24 décembre 2002 de la direction du Service des Décisions Anticipées en matières fiscales du Service public fédéral Finances, créé par l’arrêté royal du 13 août 2004;

3° un membre désigné par le Ministre de la Justice;

4° un membre désigné par le Ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

Art. 13. Le Collège se réunit sur convocation par le Président. La convocation comporte l’ordre du jour de la réunion. Celui-ci est fixé par le Président. Sauf en cas d’urgence décidé par le Président, la convocation est envoyée au moins cinq jours ouvrables avant la date de la réunion.

L’envoi de la convocation aux membres comprend également les documents relatifs aux points mis à l’ordre du jour. Tout document complémentaire sera, le cas échéant, mis plus tard à la disposition des membres, mais en tout cas avant la réunion.

Le Collège ne délibère valablement que si quatre de ses membres au moins sont présents ou représentés. Un membre absent peut, pour une délibération déterminée, donner un autre membre une procuration écrite. La procuration doit en tout cas indiquer l’accord ou non du membre avec un certain projet. Cette procuration écrite est remise au Président, au plus tard au début de la réunion. Chaque membre ne peut

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/3 ingevoegd, luidende :

“De Commissie verspreidt haar adviezen, ontwerpadviezen en aanbevelingen via haar website en jaarverslag alsook via de media die zij bepaalt.”.

Art. 13. Artikel 8 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 april 2006, wordt vervangen als volgt :

“De Commissie mag in haar schoot werk- en studiegroepen oprichten; ze mag de hulp van deskundigen en het advies van derden vragen. Deze deskundigen kunnen toegelaten worden tot de vergaderingen van de Commissie indien de Commissie aldus beslist. Zij hebben echter geen stemrecht.

De werkgroepen worden opgericht bij beslissing van de Commissie na beraadslaging conform de artikelen 6 en 7/1. Werkgroepen kunnen enkel opgericht worden voor de voorbereiding van thematische of bijzonder complexe adviezen of voor de voorbereiding van wetgeving of specifieke reglementering. De Commissie bepaalt de agenda van de werkgroepen.

In elke werkgroep zetelen ten minste twee Commissieleden of één Commissielid en één lid van het wetenschappelijk secretariaat. Een Commissielid of een lid van het wetenschappelijk secretariaat neemt het voorzitterschap waar.

De werkgroepen kunnen enkel rapporteren aan de Commissie. Er wordt periodiek en minstens trimestrieel gerapporteerd aan de Commissie over de stand van zaken van de werkzaamheden van de werkgroepen. Op het einde van de opdracht, wordt een schriftelijk verslag voorgesteld aan de Commissie door de Voorzitter van de werkgroep.

De leden van de werkgroepen en de deskundigen kunnen worden bezoldigd met een zitpenning gelijk aan deze vastgesteld met toepassing van artikel 5 voor de leden van de Commissie.”.

Art. 14. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Alleen de Voorzitter van de Commissie heeft de bevoegdheid het standpunt van de Commissie uit te drukken of de Commissie te vertegenwoordigen.

Als de Voorzitter verhinderd is, kan hij daartoe een lid van de Commissie of een lid van het wetenschappelijk secretariaat aanduiden.”.

Art. 16. Artikel 12 van hetzelfde besluit, dat de uitvoering regelt, wordt vernummerd naar artikel 18.

Art. 17. Na artikel 11 wordt in hetzelfde besluit een hoofdstuk 3 ingevoegd dat de artikelen 12 tot en met 17 omvat, luidende :

“HOOFDSTUK 3. — Het College.

Art. 12. Met het oog op het afleveren van Individuele Beslissingen inzake Boekhoudrecht wordt in de schoot van de Commissie door Ons een College geïnstalleerd.

Het College bestaat uit de Voorzitter van de Commissie en vier Collegeleden aangeduid onder de leden van de Commissie :

1° een lid aangeduid door de minister van Economie;

2° een lid aangeduid door de Minister van Financiën dat deel uitmaakt van het College dat overeenkomstig artikel 26 van de wet van 24 december 2002 belast is met de leiding van de Dienst Voorafgaande Beslissingen in fiscale zaken bij de Federale Overheidsdienst Financiën, opgericht bij koninklijk besluit van 13 augustus 2004;

3° een lid aangeduid door de minister van Justitie;

4° een lid aangeduid door de minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft.

Art. 13. Het College vergadert op bijeenroeping van de Voorzitter. De oproeping daartoe vermeldt de agenda van de vergadering, die door de Voorzitter wordt opgesteld. Behalve in geval van hoogdringendheid beslist door de Voorzitter, zal deze uitnodiging ten minste vijf werkdagen voor de vergadering verstuurd worden.

Samen met de uitnodiging worden de documenten voor de te behandelen punten ter beschikking van de leden gesteld. Bijkomende documenten worden, in voorkomend geval, later maar vóór de vergadering ter beschikking van de leden gesteld.

Het College beraadslaagt alleen dan geldig als ten minste vier leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Een afwezig lid kan aan een ander lid een schriftelijke volmacht geven voor een bepaalde stemming. De volmacht dient in elk geval te vermelden of het lid het al dan niet eens is met een bepaald ontwerp. Deze schriftelijke volmacht wordt ten laatste bij aanvang van de vergadering aan de Voorzitter bezorgd. Elk

représenter qu'un seul autre membre par procuration écrite. Pour autant que chacun des membres du Collège ait marqué son accord, la délibération peut être tenue par écrit.

Il est interdit aux membres du Collège d'être présents aux délibérations relatives à des objets à propos desquels ils ont un intérêt personnel direct ou indirect ou si leur conjoint, la personne avec qui ils cohabitent ou leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré ont un intérêt personnel.

Art. 14. Sauf dans les cas justifiés par l'objet de la demande, la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable est rendue pour une période ne pouvant dépasser cinq ans.

La Décision Individuelle relevant du Droit Comptable n'est plus valable :

1° si les conditions auxquelles la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable est soumise, ne sont pas ou plus réunies;

2° s'il s'avère que la description de la situation ou de l'opération fournie par le demandeur, est incomplète ou incorrecte, ou si des éléments essentiels de l'opération ne se sont pas produits de la façon décrite par le demandeur;

3° au cas où les dispositions du droit de l'Union ou du droit national applicables à la situation ou l'opération qui fait l'objet de la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable, sont modifiées;

4° s'il s'avère que la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable n'est pas conforme aux dispositions du droit commun ou du droit national.

La Décision Individuelle relevant du Droit Comptable n'est plus valable non plus, si les effets principaux de la situation ou de l'opération sont modifiés par un ou plusieurs éléments y afférents ou postérieurs attribuables, directement ou indirectement, au demandeur.

Dans le cadre de l'application du présent article, le Collège doit être informé sans délai de toute demande à portée identique pouvant se rapporter à la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable rendue par le Collège, introduite auprès d'une autorité intérieure ou étrangère au cours de la période d'application de la Décision Individuelle relevant du Droit Comptable, ainsi que de toute décision y afférente.

Art. 15. Le Collège délibère d'une Décision Individuelle relevant du Droit Comptable à la majorité simple. Les Décisions Individuelles relevant du Droit Comptable sont motivées.

Art. 16. Le Collège est tenu de faire application des avis de la Commission. Le Collège demande d'avis à la Commission lorsqu'il n'existe pas de dispositions légales ou réglementaires et la Commission n'a pas encore émis d'avis en la matière. Dans ce cas la Commission traite cette question en urgence.

Art. 17. Seul le Président de la Commission est compétent pour exprimer la position du Collège ou pour le représenter.

En cas d'empêchement du Président, il peut mandater un membre du Collège ou un membre du secrétariat scientifique à cette fin."

Art. 18. Dans le même arrêté est introduit, après l'article 17, un chapitre 4 comprenant l'article 18, rédigé comme suit :

"CHAPITRE 4. — Exécution

Art. 18. Le ministre de l'Economie, le ministre des Finances, le ministre de la Justice et le ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté."

TITRE 2. — Modifications à l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables

Art. 19. L'article premier de l'arrêté royal du 16 juin 1994 fixant la contribution des entreprises aux frais de fonctionnement de la Commission des Normes Comptables, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 janvier 2005, est remplacé comme suit :

"La contribution visée à l'article III.93/2, § 1^{er}, du Code de droit économique s'élève à 3,40 euros par compte annuel ou compte consolidé déposé."

lid kan slechts voor één ander lid een schriftelijke volmacht indienen. De beraadslaging kan, als alle leden van het College daarmee instemmen, op voorstel van de Voorzitter schriftelijk worden gehouden.

Het is de leden van het College verboden aanwezig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarbij zij een rechtstreeks of zijdelings persoonlijk belang hebben of waarbij hun echtgenoot of echtgenote, hun samenwonende partner of hun bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk belang hebben.

Art. 14. Behoudens in de gevallen waarin het voorwerp van de aanvraag zulks rechtvaardigt, wordt de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht getroffen voor een termijn die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

De Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht geldt niet langer :

1° indien de voorwaarden waaraan de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht is onderworpen, niet of niet langer vervuld zijn;

2° indien blijkt dat de situatie of de verrichtingen door de aanvrager onvolledig of onjuist omschreven zijn, of indien essentiële elementen van de verrichtingen niet werden verwezenlijkt op de door de aanvrager omschreven wijze;

3° in geval van wijziging van de bepalingen van het Unierecht of van het interne recht die van toepassing zijn op de door de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht beoogde situatie of verrichting;

4° indien blijkt dat het Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gemeenschapsrecht of van het interne recht.

Bovendien is de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht niet meer geldig wanneer de voornaamste gevolgen van de situatie of de verrichtingen gewijzigd zijn door een of meer ermee verband houdende of erop volgende elementen, die rechtstreeks of onrechtstreeks zijn toe te schrijven aan de aanvrager.

Elke aanvraag met eenzelfde strekking die verband kan houden met de door het College toegekende Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht ingediend bij een binnenlandse of buitenlandse overheid tijdens de periode gedurende dewelke de Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht wordt toegepast, alsmede elke beslissing die ermee verband houdt, moet onverwijld worden medegedeeld aan het College met het oog op de toepassing van dit artikel.

Art. 15. Het College beslist over een Individuele Beslissing inzake Boekhoudrecht bij eenvoudige meerderheid. De Individuele Beslissingen inzake Boekhoudrecht zijn gemotiveerd.

Art. 16. Het College is gehouden toepassing te maken van de adviezen van de Commissie. Het College vraagt advies aan de Commissie in die gevallen waar geen wettelijke of reglementaire bepaling voorhanden zijn en de Commissie nog geen advies heeft over gegeven. In dat geval behandelt de Commissie deze vraag bij hoogerdringendheid.

Art. 17. Alleen de Voorzitter van de Commissie heeft de bevoegdheid het standpunt van het College uit te drukken of het College te vertegenwoordigen.

Als de Voorzitter verhinderd is, kan hij daartoe een lid van het College of een lid van het wetenschappelijk secretariaat aanduiden."

Art. 18. Na artikel 17 wordt in hetzelfde besluit een hoofdstuk 4 ingevoegd dat artikel 18 omvat, luidende :

"HOOFDSTUK 4. — Uitvoering.

Art. 18. De minister van Economische Zaken, de minister van Financiën, de minister van Justitie en de minister bevoegd voor de Middenstand zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit."

TITEL 2. — Aanpassingen aan het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen

Art. 19. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 juni 1994 tot vaststelling van de bijdrage van de ondernemingen in de werkingskosten van de Commissie voor Boekhoudkundige Normen, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 25 januari 2005, wordt vervangen als volgt :

"De bijdrage bedoeld in artikel III.93/2, § 1, van het Wetboek van economisch recht, bedraagt 3,40 euro per jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening die wordt neergelegd."

Art. 20. L'article 3 du même arrêté est remplacé comme suit : "Le présent arrêté s'applique aux dépôts des comptes annuels et des comptes consolidés auprès de la Banque nationale de Belgique à partir du 1^{er} mai 2017."

Art. 21. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre des P.M.E.,
D. DUCARME

Art. 20. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Dit besluit is van toepassing op de neerleggingen van de jaarrekeningen en de geconsolideerde jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België vanaf 1 mei 2017."

Art. 21. De minister bevoegd voor Economie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van K.M.O.'s,
D. DUCARME

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2017/31135]

31 AOÛT 2017. — Arrêté ministériel désignant en tant qu'autorité publique l'Office des étrangers du SPF Intérieur conformément à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 novembre 2016 relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée

Le Ministre des Télécommunications et le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o ;

Vu l'arrêté royal du 27 novembre 2016 relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur base d'une carte prépayée, l'article 9, alinéa 2 ;

Considérant la méthode d'identification proposée et les garanties données dans la lettre du Directeur général de l'Office des étrangers du 23 mai 2017 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai, le 7 juin et le 8 juin 2017 ;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2017,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'Office des étrangers du SPF Intérieur est désigné en tant qu'autorité publique conformément à l'article 9, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 novembre 2016 relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée.

Bruxelles, le 31 août 2017.

Le Ministre des Télécommunications,
A. DE CROO

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2017/31135]

31 AUGUSTUS 2017. — Ministerieel besluit waarbij de FOD Binnenlandse zaken, Dienst Vreemdelingenzaken, wordt aangewezen als overheid overeenkomstig artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 november 2016 betreffende de identificatie van de eindgebruiker van mobiele openbare elektronische communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart

De Minister van Telecommunicatie en de Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 127, § 1, eerste lid, 2^o ;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 november 2016 betreffende de identificatie van de eindgebruiker van mobiele openbare elektronische communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart, artikel 9, tweede lid ;

Overwegende de voorgestelde identificatiemethode en de gegeven garanties in de brief van de Directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken van 23 mei 2017 ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 31 mei, 7 juni en 8 juni 2017 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 juli 2017,

Besluiten :

Artikel 1. De FOD Binnenlandse zaken, Dienst Vreemdelingenzaken, wordt aangewezen als overheid overeenkomstig artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 november 2016 betreffende de identificatie van de eindgebruiker van mobiele openbare elektronische communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart.

Brussel, 31 augustus 2017.

De Minister van Telecommunicatie,
A. DE CROO

De Minister van Justitie,
K. GEENS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C - 2017/13074]

Consulats étrangers en Belgique

Le 12 juillet 2017, Bernard DEWIT a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul honoraire de la République du Nicaragua avec comme circonscription consulaire la Région wallonne.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C - 2017/13074]

Buitenlandse consulaten in België

Op 12 juli 2017 heeft Bernard DEWIT de nodige volmacht ontvangen om het ambt van Ereconsul van de Republiek Nicaragua uit te oefenen, met als consulaire ressort het Waals Gewest.